

2. Teil: Ansätze und Erfahrungen in Frankreich

Maurice Blanc

Professor für Soziologie an der Universität Marc Bloch
Centre de Recherches et d'Etudes en Sciences Sociales
(CRESS); Responsable du UFR des Sciences Sociales,
Pratiques Sociales et Développement (SSPS)
Groupe de Recherche d'Urbanisme, d'Environnement et de
Style de vie : GRUES: modes de gouvernement local ;
décentralisation et la construction européenne ; société civile et
Etat; politique de la ville dans les quartiers dits " sensibles " ;
métiers de la politique de la ville ; place de la santé dans le
développement social urbain ; cohabitation pluriethnique ;
Europe ; sociologie de l'environnement et l'espace rural



Vortrag: FONDEMENTS ET ENJEUX DE LA POLITIQUE DE LA VILLE EN FRANCE

I. Définitions

Politique de la Ville ? politique municipale

? politique urbaine

Politique de la Ville

= **co-production** Etat, Ville
+ Communauté urbaine

= politique **globale de réhabilitation des
quartiers d'habitat social** (grands ensembles) :
urbaine
économique
sociale
sociétale (*gesellschaftliche*)

Politique de la Ville # *Gemeinwesen Arbeit*

Mais : « *top down* » / « *bottom up* »

II. Histoire

1945/46 : Priorité à « l'industrie »
Logement « oublié »

1954 : « Abbé Pierre »
→ médiatisation crise du logement

1958 : V° République (de Gaulle)
Début construction des grands ensembles

1970 : Début crise des grands ensembles
- dégradation rapide
- départ vers accession à la propriété maison
→ locataires « captifs »

1973 : crise économique → chômage

1974 : fermeture des frontières
→ regroupement familial dans grands ensembles dégradés et stigmatisés

III. Les étapes de la politique de la Ville

1977 : **Habitat et vie sociale** (HVS)

- priorité = urbain
- échelle pertinente = quartier

1982 : **Développement social des quartiers** (DSQ)

- priorités = chômage → économie solidaire
délinquance juvénile → prévention
(*Sozialpädagogik*)
- échelle pertinente = quartier

1988 : **Développement social urbain** (DSU)

- priorités = les mêmes
- échelle pertinente = agglomération urbaine
+ quartier

1994 : **Contrat de Ville**

- priorité = emploi → économie classique
« zones franches »
- échelle pertinente = agglomération
- incohérence = Contrat de Ville
+ Grand Projet Urbain (+ URBAN)

Aujourd'hui

- priorité = urbain → démolition
+ sécurité → répression
- échelle : Ville + agglomération
- incohérence = la même
- contradiction = démolition + crise du logement

Conclusion : Bilan de 25 ans

Malgré la rhétorique de la participation,
les habitants sont absents du cercle de la décision.

Malgré les changements de gouvernement,
une relative stabilité de la politique de la Ville.

Mais des différences d'accent non négligeables :

- gauche socialiste → économie solidaire
+ prévention
- droite libérale → urbain (démolition)
+ entreprise
+ répression